



# QUE JUSTICE SOIT FAITE :

## Les travailleuses migrantes dans la lutte contre la violence sexiste

*Rapport sur la violence confrontée par les migrantes dans le secteur de la confection de vêtements d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine présenté lors de la 108<sup>e</sup> Conférence Internationale du Travail, 2019*

**Que justice soit faite :**  
**Les travailleuses migrantes dans la lutte contre la violence sexiste**

Rapport sur la violence confrontée par les migrantes dans le secteur de la confection de vêtements d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine présenté lors de la 108<sup>e</sup> Conférence Internationale du Travail, 2019

GAATW, 2019

Photo de couverture : Arthur Ancion  
Prise pour le centre de travailleuses Al Hassan en Jordanie

Traduction : Javier Arteaga

Secrétariat International de la GAATW  
191/41, 6e étage, Bâtiment Sivalai,  
Soi 33 route Itsaraphap Bangkok-Yai, Bangkok  
10600, Thaïlande  
Tél : +66-2-864-1427/8  
[gaatw@gaatw.org](mailto:gaatw@gaatw.org)

# CONTENU

---

<b>Presentation</b> .....	<b>4</b>
<b>Résumé des résultats</b> .....	<b>6</b>
<b>La violence sexiste contre les migrantes dans le travail domestique</b> .....	<b>7</b>
La violence au foyer .....	7
La violence physique au travail .....	8
Violence sexuelle .....	9
Les conditions de travail et la violence psychologique .....	10
Contrôle et isolement .....	11
L'injustice .....	12
Un système de contrôle et d'exploitation .....	13
<b>La violence sexiste contre les travailleuses migrantes dans la confection de vêtements</b> .....	<b>16</b>
Les phases antérieures au départ .....	17
La pression économique pour soutenir leur famille .....	18
Salaires de misère .....	18
Les lieux de travail divisé par genre et par échelle de paiement .....	19
Les agressions physiques et verbales .....	20
La violence sexuelle et le harcèlement .....	21
La santé physique .....	22
La santé reproductive .....	23
La santé mentale et le bien-être psychologique .....	24
Les menaces, les représailles et l'utilisation de la liste noire .....	24
Déni des droits au travail .....	25
<b>En avant : résumé des résultats et des recommandations à la Conférence internationale du Travail</b> .....	<b>27</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>29</b>

# PRESENTATION

---

Tout au long de l'année dernière la Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW), en partenariat avec ses membres et ses associés, a effectué des enquêtes et a documenté les expériences de violence sexuelle vécues par les travailleuses migrantes dans l'espace de travail en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

Trente organisations et des chercheur-ses individuel-les tout au long de vingt-deux pays ont documenté la nature de la violence confrontée par les travailleuses migrantes, comment elles y font face et leurs exigences de changement. Pour cette enquête, l'équipe a mis en place notamment la recherche d'action participative féministe (RAPF). La RAPF est une approche délibérément centrée sur les femmes et motivée par les participantes où la connaissance vient de la communauté et en même temps, elle leur appartient. Basée sur les expériences qu'elles ont vécues, les participantes proposent des solutions pour que les résultats de la recherche deviennent un outil pour organiser des actions collectivement.

En **Asie**, deux projets de recherche d'action participative et féministe multinationaux en Sri Lanka, au Népal, en Inde, au Bangladesh, au Koweït, en Jordanie, en Thaïlande, au Cambodge et en Indonésie ont eu lieu en 2018-2019. Les membres et les associés de la GAATW ont travaillé avec des groupes de migrantes actuelles et du passé, notamment dans les secteurs domestique et de la confection de vêtements.<sup>1</sup>

En **Afrique**, nos partenaires et affiliés de l'International Domestic Workers Federation (IDWF) en Ethiopie, Kenya, Uganda, Ghana, Tanzanie et Zanzibar, ont parlé aux travailleuses domestiques migrantes sur les défis auxquels elles font face et sur ce qui devrait changer pour aider à protéger leurs droits.<sup>2</sup>

En **Amérique Latine**, nos membres au Mexique, Guatemala, Colombie, Pérou, Brésil et l'Argentine ont parlé aux femmes dans des secteurs divers sur les formes et la fréquence de la

---

<sup>1</sup> L'enquête a été menée par : Anti-Racism Movement (Le Liban), Cambodian Alliance of Trade Unions (Cambodge), International Domestic Workers Federation (Le Liban), Karmojibi Nari (Bangladesh), Legal Resources Center for Gender Justice and Human Rights (Indonésie), MAP Foundation (Thaïlande), Sandigan (Koweït), Self Employed Women's Association (Inde), Society for Labour and Development (Inde), Women Forum for Women in Nepal (Népal), OKUP (Bangladesh), Caritas (Sri Lanka), AMKAS (Népal) et une chercheuse indépendante basée sur Jordanie (Nadia Afrin), et suivie par Ratna-Mathai Luke and Eunha Gim (GAATW).

<sup>2</sup> En Afrique, la recherche a été effectuée par des affiliés de la IDWF : Uganda Hotels, Food, Tourism, Supermarkets and Allied Workers Union (HTS-UNION), Conservation, Hotels, Domestic, Social Services and Consultancy Workers Union (CHODAWU), Tanzanie, Conservation of Hotel, Domestic Workers and Allied Union (CHODAWU-Z), Zanzibar, Domestic Services Workers Union (DSWU), Ghana, CVM, Ethiopia and Kenya Union of Domestic, Hotels, Educational Institutions, Hospitals and Allied Workers (KUDHEIHA), et coordonné par Nkirote Laiboni (GAATW) et la recherche a été effectuée par AGAR, Ethiopie.

violence sexiste qu'elles subissent et les stratégies qu'elles mettent en place pour faire face à cette violence.<sup>3</sup>

Des nombreux sujets discutés lors de l'enquête ont abordé des expériences très traumatiques et personnelles des travailleuses. La recherche a été menée soigneusement pour établir et maintenir la confidentialité. Révéler, ou répondre à ces agressions est souvent impossible, dû au risque de représailles, le licenciement, la déportation, le harcèlement, l'intimidation, les menaces physiques et autres. Beaucoup de rapatriées qui ont subi de la violence et de l'exploitation préfèrent ne pas en parler et continuer avec leurs vies sans chercher à faire de la justice. Pour cette raison, nous pensons qu'il est sûr d'assumer que parmi les nombreux et graves actes de violence sexiste auxquels les femmes font face, ces réflexions et ces exemples ne représentent qu'un petit aperçu.

Les résultats ci-dessous sont issus de cette recherche à partir de deux secteurs principaux : le travail domestique et l'industrie de la confection de vêtements. Nous espérons que les expériences des travailleuses enregistrées ici seront prises en compte par les employeurs et les états à la 108<sup>e</sup> Conférence Internationale du travail en 2019.

---

<sup>3</sup> En Amérique Latine la recherche a été effectuée par ECPAT (Guatemala), ASBRAD (Brésil), SINTRASEDOM (Colombie), AMUMRA (Argentine), CHS Alternativo (Perou), Brigada Callejera (Mexique), Espacios de Mujer (Colombie), IBISS (Brésil) et coordonné par Chus Álvarez (GAATW).  
Ce rapport a été rédigé par Leah Sullivan avec le soutien éditorial de Borislav Gerasimov (GAATW).

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

---

- La tendance générale des données dans tous les continents et les secteurs du travail ont montré des comportements similaires. Les travailleuses migrantes subissent fréquemment de la violence sexiste et du harcèlement, allant des insultes verbales jusqu'aux agressions physiques, viol et agressions sexuelles, psychologiques et l'intimidation, avant, pendant et après la migration.
- Les agressions physiques et sexuelles et le harcèlement ne sont pas les seuls problèmes confrontés par les travailleuses migrantes. Ils font partie d'un système où le travail est extrait violemment de leurs corps.
- La pression économique extrême pour aider leurs familles, pour maintenir « l'honneur » de la famille, rembourser des dettes, ainsi que les barrières linguistiques, sociales et culturelles subies par les travailleuses migrantes :
  - 1) *Augmentent le risque* de violence sexiste et
  - 2) *Limitent les opportunités pour la compensation*, ce qui diminue la probabilité que les femmes parlent de la violence sexiste et le harcèlement pour peur des représailles et de perdre leur travail.
- La violence sexiste ne peut pas être prise comme un fait séparé du système patriarcal, capitaliste et raciste où la violence est perpétrée. Le travail effectué par beaucoup de femmes est systématiquement en absence de reconnaissance et sous-estimé, dans un système économique qui cherche constamment à baisser les coûts pour tirer profit au détriment du bien-être humain.
- Les intersections de race, statut migratoire, le secteur de travail, la caste, la classe sociale, entre autres amplifient la discrimination et la marginalisation que beaucoup de travailleuses migrantes subissent.
- **Tenant compte de ceci, un instrument abordant la violence sexiste dans le monde du travail doit adresser les facteurs structurels d'inégalité, de discrimination et montrer des résultats tangibles pour toutes les personnes qui travaillent, rémunérées ou non et indépendamment du secteur et du statut migratoire.**

# LA VIOLENCE SEXISTE CONTRE LES MIGRANTES DANS LE TRAVAIL DOMESTIQUE

Globalement, il y a 67.1 millions de travailleuses domestiques, dont la majorité sont des femmes et 11.5 millions sont des migrantes à l'international.<sup>4</sup> Le secteur du travail domestique a beaucoup d'employées et il est divisé selon les races et les ethnies. Les femmes des pays pauvres et les groupes avec moins d'avantages au long de l'histoire comme les minorités ethniques, les peuples indigènes, les basses castes et les personnes avec des bas salaires constituent la majorité des travailleuses domestiques dans les pays où nous nous focalisons.

Les travailleuses domestiques migrantes interviewées ont déclaré avoir fait face à **des actes fréquents de violence**, et d'abus, y compris des agressions verbales, des agressions physiques sévères, du viol, des agressions sexuelles, psychologiques et de l'intimidation. Elles ont parlé également des conditions de travail précaires, des longues heures supplémentaires, de paiement en dessous du réglementaire, de non-paiement de leurs salaires, de racisme et de discrimination. Ces facteurs ne peuvent pas être séparés de la violence qu'elles confrontent. Les travailleuses migrantes subissent également des abus et de la violence **sexiste dans leur processus de migration** : avant leur départ, pendant qu'elles se préparent à partir et une fois arrivées aux pays de destination et à leur retour.

## La violence au foyer

*« Il y a un stéréotype comme quoi les femmes sont plus en sécurité lorsqu'elles sont à la maison. Cependant, ceci est faux car la plupart des actes de violence sexiste au Bangladesh ont lieu dans le foyer. »<sup>5</sup>*

Les femmes qui ont subi des actes de violence sexiste au travail ont souvent fait référence à **la violence et à la discrimination dans le foyer de la part de leurs maris et de leurs membres de famille masculins** comme un élément majeur pour migrer. Le manque de soutien de leurs communautés face à la violence domestique a fait sentir à beaucoup de femmes qu'elles n'avaient nulle part où rentrer et que la violence sexiste était une condition de leurs vies largement acceptée et inévitable. Une femme au Bangladesh, Farzana, a expliqué qu'un facteur dans sa décision de migrer a été la punition qu'elle (et pas l'agresseur) a subi dans le tribunal de son village après avoir été agressée sexuellement par un membre de sa famille à l'âge de treize ans.

---

<sup>4</sup> MJ Tayah, *Decent Work for Domestic Workers: Moving the agenda forward*, ILO, Geneva, 2016, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms\\_535596.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_535596.pdf).

<sup>5</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).



*« Mon mari m'agressait physique et psychologiquement, mais je faisais comment pour le dénoncer ? Qu'est-ce que la société allait dire ? Juste parce qu'on est des femmes, on est obligées de tolérer ces abus. »<sup>6</sup> (Témoignage d'une travailleuse domestique du Népal)*

Une travailleuse migrante bengali rapatriée a dit : « je ne voulais pas migrer. Mais mon mari me forçait chaque jour à le faire. Après quelques mois je suis tombée enceinte, mais il voulait que j'avorte pour pouvoir migrer. Au bout de six semaines de grossesse, il m'a forcé à le faire. Donc j'ai dû migrer en Arabie Saoudite. J'ai été brutalement abusée là-bas et je suis revenu après deux mois. Mes mots ou mes décisions n'ont pas de valeur pour mon mari car je suis une femme. »<sup>7</sup>



Photographe : Arthur Ancion

## La violence physique au travail

*« Madame me frappait souvent avec un câble électrique... Un jour, pendant que je faisais la vaisselle j'ai cassé un cendrier par accident. Elle s'est tellement énervée contre moi. Elle est venue vers moi avec un couteau et elle l'a pointé vers mon*

<sup>6</sup> Power in work and migration: A Study of Returned Women Migrant Workers in Nepal, AMKAS, 2019 (à publier).

<sup>7</sup> Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh, OKUP, 2019 (à publier).



*estomac comme si elle voulait me poignarder. J'ai essayé de me protéger et elle a poignardé ma main. Après avoir lutté contre elle pendant quelques secondes, j'ai pu échapper de la maison. Pendant que j'échappais, les gens dans le quartier m'ont accueillie et m'ont emmenée à la police. C'était alors que je me suis rendu compte à quel point je saignais. »<sup>8</sup> (Témoignage d'une travailleuse domestique éthiopienne rapatriée)*

Tous les groupes de recherche sur les travailleuses domestiques rapatriées ont déclaré des cas de violence physique sévère. Les femmes ont parlé des employeurs qui leurs balançaient des objets, les baffaient, leurs tiraient les cheveux, les frappaient, leurs donnaient des coups de pied et les frappaient avec des balais en même temps qu'elles se faisaient traiter de stupides, de fainéantes, d'idiotes, de flirteuses et de menteuses.

- Anna des Philippines a déclaré avoir été abusée physique et psychologiquement par son employeur presque tous les jours pendant qu'elle travaillait au Koweït. Elle a été agressée physiquement par son employeur qui a utilisé une altère, un couteau et des ciseaux pour la couper et la blesser pour ses méfaits. Elle a été brûlée avec un fer à repasser, ses cheveux ont été arrachés et son employeur lui a demandé de boire du liquide de lessive.<sup>9</sup>
- Une ex-travailleuse domestique au Guatemala a dit sur son employeur : *“il m'expliquait les choses avec des coups, il me pinçait, il me frappait sur la tête. Je suis restée car j'avais besoin de l'argent.”*<sup>10</sup>
- Shobhana de l'Inde a été trompée avec la promesse d'un bon travail à Riyadh, mais elle s'est retrouvée coincée avec un employeur abusif qui l'a forcée à travailler intensément pendant des longues heures. Elle ne recevait qu'un petit peu de pain pour manger. Si l'employeur n'était pas content de son travail, elle était obligée à le refaire ou l'on lui interdisait de boire de l'eau. Après avoir réussi à s'en fuir, son poids a baissé de 65kg à 40kg. Un an après, elle souffre encore de maux de tête fréquents, mal au dos et elle reste profondément traumatisée.<sup>11</sup>

## Violence sexuelle

Des nombreuses travailleuses domestiques ont raconté leurs histoires de **violence sexiste**, souvent perpétrée par les fils, les frères, les oncles, les pères et les grands-pères vivant dans la maison. Ceci comprend des viols et des agressions sexuelles, des caresses, des baisers, des

---

<sup>8</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the experiences of Ethiopian migrant women returned from the Middle East countries* - a feminist participatory action research, AGAR, 2019 (à publier).

<sup>9</sup> *Expectations and Realities: Exploring the Lived Experiences of Filipino Household Workers in Kuwait*, Sandigan, 2019 (à publier).

<sup>10</sup> *GBV against Women Domestic Workers in the World of Work*, SINTRASEDOM, 2019, (à publier).

<sup>11</sup> *Towards building safe and fair migration practices within the domestic workers communities in Kerala - Both cross border and interstate migrants*, SEWA, 2019 (à publier).

tentatives de viol, des occasions où elles ont été obligées de regarder de la pornographie avec leurs employeurs, ou même à leurs faire des massages en étant nues.

Les travailleuses domestiques vivent avec la peur de se faire guetter par les hommes de la maison pendant leur travail. Une femme a raconté "le fils de mon employeur venait toujours à l'endroit où j'étais, que ce soit dans la salle de bain, dans la cuisine, sur le toit ou la véranda. Il me touchait les seins et d'autres parties intimes de mon corps. Je n'y pouvais rien."<sup>12</sup>

Une travailleuse migrante d'Ethiopie a parlé des agressions sexuelles, de viol et de la grossesse non souhaitée dont elle a été victime pendant qu'elle travaillait chez son employeur : *"un jour lorsque l'employeur et d'autres membres de la famille étaient absents, un homme de sa famille m'a trainée jusqu'à sa chambre et il m'a violée. Je n'ai pas pu l'arrêter... Plus tard, J'ai appris que j'étais enceinte"*.<sup>13</sup>

Les travailleuses migrantes ont subi des actes de violence physique et sexuelle non seulement dans leur travail, mais aussi dans un refuge où elles étaient formées, dans le cadre d'une formation préalable au départ. Ces victimes de violence sexuelle ont déclaré avoir trop **peur de perdre leurs travaux** pour dénoncer ces incidents à qui que ce soit.

## Les conditions de travail et la violence psychologique

*"Ils nous voient comme des machines, pas comme des humains."*<sup>14</sup>

En plus des agressions verbales, physiques et sexuelles, les travailleuses ont déclaré souvent qu'elles **avaient un horaire de travail démesuré, des conditions de vie et de travail indécentes et pas assez de nourriture**. Les travailleuses ont déclaré que le droit aux pauses, à l'assurance maladie ou même les soins médicaux basiques leur a été nié.

Les travailleuses domestiques ont déclaré devoir travailler pendant 15-20 heures par jour, et ne pas avoir le droit à s'asseoir pendant les heures de travail. Beaucoup d'entre elles travaillaient toute la semaine, sans jour de repos, et devaient continuer à travailler même quand elles étaient malades. Une travailleuse d'Ouganda a raconté quand elle s'est fait crier dessus : *"Tu n'as pas le droit de tomber malade ! On a payé trop d'argent pour que tu viennes travailler, alors tu nous le rembourses avec ton travail. Lève-toi !"*<sup>15</sup>

*« Les employeurs nous voyaient comme des esclaves. Les tâches ménagères ne finissaient pas. On était épuisées et consommées par le travail. On était privées de*

---

<sup>12</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).

<sup>13</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the experiences of Ethiopian migrant women returned from the Middle East countries - a feminist participatory action research*, AGAR, 2019 (à publier).

<sup>14</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).

<sup>15</sup> *Documenting the Experiences of Domestic Workers from Uganda*, IDWF and HTS, 2019 (à publier).

*sommeil tout le temps. »<sup>16</sup> (Ex Travailleuse domestique éthiopienne, six ans au Liban).*

Beaucoup de femmes migrantes ont comparé leur traitement à celui d'un esclave, ou un animal, ou même à celui d'un prisonnier. Presque toutes les travailleuses domestiques qui ont participé dans la recherche étaient des employées qui habitaient chez leur employeur, c'est-à-dire qu'elles travaillaient et vivaient dans la même maison. Les conditions pour dormir ne leurs laissaient aucune possibilité de confort, d'intimité ou dignité. Beaucoup d'entre elles dormaient dans la même chambre que les enfants, d'autres par terre dans la cuisine, sous les escaliers de la maison, sur les vérandas, ou dans un petit espace en face des toilettes « comme un chien ou un chat ».<sup>17</sup>

Les travailleuses domestiques dans tous les sites de recherche ont déclaré qu'elles se faisaient insulter, maltraiter et menacer souvent par leurs employeurs et leurs familles pendant leur activité. Ces agressions avaient souvent un ton raciste.

Une travailleuse domestique en Colombie a raconté : « *La dame ne m'appelait jamais par mon prénom, elle disait "noire, vient ici, noire, fait cela"... c'était très frustrant pour moi... Je m'appelle María et c'est comme cela que je veux qu'on m'adresse la parole. »<sup>18</sup>*

Les travailleuses domestiques de Tanzanie et Zanzibar ont parlé des agressions ouvertement racistes de leurs employeurs et de leurs enfants. Une travailleuse a dit que les enfants de son employeur ne voulaient pas ses services à cause de sa peau foncée.

L'excès de travail, le stress, le harcèlement constant, l'humiliation et la violence ont gravement affecté leur santé mentale.

*« Mon employeur et les membres de la famille m'engueulaient tout le temps. Ils m'insultaient sans aucune raison. Je n'y pouvais rien. Je ne pouvais pas m'adapter à leur comportement abusif. J'étais tellement stressée. Finalement, j'ai fait une dépression nerveuse. J'ai été internée dans un hôpital psychiatrique pendant un mois. »* (Témoignage d'une travailleuse domestique éthiopienne rapatriée).

## Contrôle et isolement

*« La vie était infernal au Liban, mais qu'est-ce que je pouvais faire ? Je n'avais personne pour avoir de l'aide. J'avais peur de me faire tuer. Je voulais retourner chez ma famille vivante ».*

---

<sup>16</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the experiences of Ethiopian migrant women returned from the Middle East countries - a feminist participatory action research, AGAR, 2019 (à publier).*

<sup>17</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh, OKUP, 2019 (à publier).*

<sup>18</sup> *Women workers against GBV in the World of Work, SINTRASEDOM, 2019 (à publier).*

Les travailleuses migrantes ont vécu dans des situations similaires aux prisons. Les employeurs ont voulu exercer un contrôle absolu sur leurs vies, et dans beaucoup de cas ont cherché à prévenir le contact avec le monde extérieur en confisquant leurs portables et en interdisant toute communication avec toute personne extérieure à la maison. Une travailleuse domestique du Kenya a déclaré qu'elle était surveillée avec des caméras tout le temps, même quand elle dormait.<sup>19</sup> Les femmes ont interprété ce contrôle comme un acte très genré et comme un grand défi à leur potentiel pour montrer leur solidarité et exercer leur pouvoir collectif :

*« Les hommes peuvent sortir et établir des relations avec d'autres mais nous on ne peut pas car on est des femmes. Ils peuvent s'entraider pendant leurs difficultés car ils peuvent créer des groupes, mais si nous rencontrons un problème, personne n'est là pour nous aider. »<sup>20</sup>*



## L'injustice

Les travailleuses domestiques qui ont fait face à cette violence n'avaient nulle part où aller pour avoir de l'aide. Les efforts pour chercher de l'aide des agents des ambassades ont été reçu avec indifférence ou avec de la violence.

*« Soyez patiente »*

<sup>19</sup> Documenting the experiences of Domestic Workers from Kenya, IDWF and KUDIEHA, 2019 (à publier).

<sup>20</sup> Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh, OKUP, 2019 (à publier).

Une femme indonésienne a raconté aux chercheurs : « J'ai été frappée avec un balai et avec un aspirateur. On m'a fait des brûlures dans tout le corps. Ils m'ont fait saigner des yeux et du visage. Je suis allée vite à l'ambassade indonésienne, mais ils m'ont juste dit d'être patiente ». <sup>21</sup>

Les travailleuses domestiques bengalies ont déclaré que si elles appelaient l'ambassade, le personnel leurs criaient dessus et leurs disaient de rester avec leurs employeurs abusifs.

Les agences qui avaient trouvé leurs emplois ont été également inutiles. Les travailleuses domestiques bengalies ont dit que si elles se plaignaient, les employés de l'agence répondaient en faveur de l'employeur et les frappaient ou même les agressaient sexuellement. En général, ils refusaient de les faire changer d'employeurs. S'ils étaient d'accord pour permettre à la travailleuse de changer l'employeur abusif, l'agence prenait quelques mois de salaire obtenu chez le nouvel employeur. S'ils ne voulaient plus de la travailleuse et qu'ils la laissaient dans l'agence, elle était "vendue aux enchères" à d'autres employeurs potentiels. Les femmes étaient alors obligées d'enlever leur voile et de porter des vêtements révélateurs pour se montrer comme un objet sexuel aux hommes susceptibles de les embaucher. <sup>22</sup>

Les travailleuses domestiques ougandaises ont déclaré que dès qu'il y avait un problème entre elles et leur employeur, il les renvoyait aux agences de recrutement et de placement, où elles étaient frappées et violées par les agents avant de retourner à la maison des employeurs. <sup>23</sup>

En même temps, chercher à faire de la justice contre les abus flagrants était souvent impossible. Une femme qui a cherché à mener devant les tribunaux un procès contre un agent qui l'avaient trafiquée depuis le Bangladesh, a déclaré qu'on lui a proposé une chance d'avoir de la justice si elle acceptait d'avoir des rapports sexuels :

*« Si je demandais une solution à un directeur ou à une personne avec du pouvoir, il me proposait de coucher avec lui tout de suite au lieu de me rassurer qu'il y aurait de la justice pour moi ». <sup>24</sup>*

## Un système de contrôle et d'exploitation

Les femmes ont décrit la violence sexiste qu'elles ont subi pas comme des incidents isolés, mais plutôt comme une série d'événements violents qu'elles ont confrontés tout au long et dans chaque aspect de leurs vies.

### *Des salaires misérables, le sous-paiement et le non-paiement des salaires*

---

<sup>21</sup> Strengthening Sisterhood: Collective documentation of returnee migrant women's lived experience in migration in Curut village, Central Java, Indonesia, LRC JKHAM, 2019 (à publier).

<sup>22</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).

<sup>23</sup> *Documenting the Experiences of Domestic Workers from Uganda*, IDWF and HTS, 2019 (à publier).

<sup>24</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).



Les salaires reçus par les travailleuses domestiques étaient loin d'être suffisant pour vivre. Ils étaient souvent insuffisants pour pouvoir soutenir financièrement leurs familles chez elles et pour rembourser les dettes suite à leur processus de migration. Les travailleuses domestiques ont déclaré que souvent on leur payait moins que ce qui avait été promis, voire rien du tout. Ceci augmente drastiquement le risque de violence pour les travailleuses et les opportunités pour avoir un recours ou la possibilité de redressement.

Les racines de la violence sexiste au travail se trouvent aussi dans le **cadre légal et de la politique** dans le travail que les femmes font et dans les façons où elles sont forcées à migrer :

- L'informalité du travail domestique implique un manque de protection avec des limites peu claires sur le type de travail que les femmes sont censées faire, sous quelles conditions et pour quel salaire, ce qui ouvre les possibilités pour tout type d'exploitation.
- Pour les travailleuses migrantes, le **control de migration** facilite l'abus et l'exploitation. Tout au long de l'Asie de l'ouest les travailleuses domestiques sont sous le mandat du *système kafala*, où elles sont liées légalement à leur employeur. Ceci donne à l'employeur un contrôle absolu et une autorité sur le statut des travailleuses migrantes. Beaucoup d'entre elles ont leurs passeports confisqués et on leur interdit de quitter la maison de l'employeur.
- Beaucoup d'entre elles savent que la police et le système judiciaire dans les pays de destination vont protéger l'employeur au lieu d'elles. Aussi, la **peur d'être emprisonnées ou déportées** leur empêche de quitter les endroits où elles subissent des abus et de l'exploitation.

### **La pression économique pour aider financièrement**

Les femmes ont parlé d'être forcées à accepter des travaux précaires sans avoir trop le choix à cause du manque d'emplois dans leur pays d'origine, la dette et **les difficultés économiques et la pression sur les femmes pour aider financièrement leurs familles grâce à la migration**. La *Self-Employed Women's Association* (SEWA) a signalé que dans l'Inde, la migration pour les services à la personne sont devenus une tendance à cause des décisions au niveau macro-économique : des politiques d'adaptation structurelles et les réformes néolibérales dans le secteur public et les services publics ont augmenté la demande d'emplois plutôt consacrés aux femmes, notamment dans le secteur des services à la personne.<sup>25</sup>

Même si les femmes ont la responsabilité de nourrir leurs familles, le pouvoir d'autorité reste toujours très patriarcal et souvent la décision de migrer ne vient pas de la femme. Dans ce sens, les travailleuses migrantes ne sont pas seulement vues par les états comme des vecteurs d'aides

---

<sup>25</sup> Towards building safe and fair migration practices within the domestic workers communities in Kerala - Both cross border and interstate migrants, SEWA, 2019.



financières, mais les familles et leurs communautés conditionnent leur acceptation et leur amour en fonction du "succès" dans la migration.

- « *Les membres de ma famille s'éloignent de moi une fois que l'argent reçu se finit. Ils commencent à me mettre de la pression, ils me crient dessus, m'engueulent et ils m'obligent à migrer encore* ». <sup>26</sup>
- « *Ils sont tous contents pour nous accueillir lorsqu'on retourne avec des cadeaux dans nos valises, mais s'ils voient qu'on n'a rien, tout ce qu'on reçoit c'est des mots blessants et une mauvaise attitude* ». <sup>27</sup>

La violence sexiste vécue par les travailleuses domestiques migrantes se trouve dans **les formes de discrimination multiples qui s'entrecroisent** et qui sont basées sur les notions de genre, de race, de caste, de classe sociale, entre autres. Beaucoup d'entre elles ont parlé de **la stigmatisation sociale** liée à leur travail et leur migration et ont eu honte et peur de partager leurs histoires.

*« J'ai honte (de raconter ma mauvaise expérience) ... L'image des personnes qui travaillent à l'étranger est positive, car les familles ne pensent qu'à tout l'argent qu'ils vont recevoir et comment cela va améliorer l'économie de la famille ». (Témoignage d'une travailleuse domestique migrante rapatriée).* <sup>28</sup>

Les travailleuses rapatriées étaient considérées par leurs familles et leurs communautés comme des femmes de moralité douteuse et comme des perverses sexuelles. Les hommes migrants ne subissent pas ce genre de discrimination. Une femme népalaise a dit que sa famille assumait qu'elle avait été exploitée sexuellement et ils voulaient faire un sort de rituel pour « purifier » son corps lorsqu'elle est retournée chez elle. <sup>29</sup>

*« Mes voisins disaient que j'avais gagné de l'argent en couchant avec d'autres hommes pendant la longue période dans le pays de destination car je suis revenue avec beaucoup d'argent ». <sup>30</sup>*

---

<sup>26</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Strengthening Sisterhood: Collective documentation of returnee migrant women's lived experience in migration in Curut village, Central Java, Indonesia*, LRC JKHAM.

<sup>29</sup> *Power in work and migration: Learning from the experiences of women migrant workers of Nepal, (A Study of Returned Women Migrant Workers in Nepal)*, AMKAS, 2019 (à publier).

<sup>30</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).

## LA VIOLENCE SEXISTE CONTRE LES TRAVAILLEUSES MIGRANTES DANS LA CONFECTION DE VETEMENTS

---



L'industrie des vêtements, qui a grandi rapidement dans la deuxième moitié du siècle, emploie énormément de femmes : au Bangladesh, l'Indonésie et au Sri Lanka. Les travailleuses représentent entre 80 et 95% de la force de travail dans le secteur des vêtements. Les femmes ont les salaires les plus bas même si elles occupent les postes avec le travail le plus intense. Ce rapport est issu de la recherche dans le secteur de la confection de vêtements, principalement en Jordanie, Thaïlande, Cambodge, en Inde, au Guatemala et au Brésil.

Les migrantes dans le secteur de la confection de vêtements font face également à **une série d'actes de violence**, tels que des insultes, des menaces, de l'intimidation, des agressions physiques, du harcèlement sexuel et de la violence tout au long du processus de migration. Il faut souligner que la violence subie par les femmes ne se résume pas seulement aux agressions physiques ou psychologiques. Les travailleuses migrantes dans la confection de vêtements et dans le secteur domestique sont confrontées à un **système de contrôle et d'exploitation**. Des salaires extrêmement bas, des charges de travail et des objectifs de productions démesurés, des conditions de vie misérables, des menaces de déportation et de licenciement, refus d'accès aux services, racisme et discrimination, stigmatisation sociale en plus de toute la pression subie par

les femmes pour soutenir financièrement leurs familles, rendent la violence sexiste plus forte dans le système, et rendent les recours ou la résistance impossibles.

### Les phases antérieures au départ

Dans quelques occasions les travailleuses migrantes dans le secteur de la confection de vêtements ont été forcées de quitter leur pays à cause de **la violence sexiste et la discrimination dans leurs foyers et leurs communautés.**

Une femme dans la confection de vêtements a fait le lien entre l'inégalité qu'elle a confrontée lors de sa migration et le contexte de la dévalorisation du travail non rémunéré au foyer :

*« Chez nous, on nous apprend que les femmes doivent tout faire et être moins rémunérées et comme on grandit avec cette croyance, alors on pense que c'est normal et on perpétue ce comportement ».*<sup>31</sup>

Pour certaines femmes, le harcèlement sexuel a commencé avant le départ du côté des hommes intermédiaires. Pour les migrantes du Bangladesh, il y a une présomption sociale généralisée où les femmes qui migrent sont de moralité douteuse et elles sont cataloguées comme des "prostituées" par leur communauté. Plusieurs femmes ont déclaré qu'elles ont dû faire face à ces **stéréotypes** et aux fortes objections de leurs familles et de leurs communautés :

*« Nous migrons au détriment de tout. Nous perdons nos maris ou leur amour, nous sommes cataloguées de prostituées, nos enfants sont négligés. Même, les membres de nos familles ne nous font pas confiance quand on ne peut pas envoyer la quantité d'argent nécessaire. Qu'est-ce que nous avons en retour ? Même pas un salaire adéquat ».*<sup>32</sup>

Les tests **médicaux antérieurs au départ** pour les travailleuses migrantes du Bangladesh sont souvent humiliants. Les femmes nous ont raconté qu'on leur demandait de fournir des échantillons d'urine pour faire des tests de grossesse sans avoir un espace privé. *« La porte était ouverte et j'étais tellement pressée que je n'avais même pas le temps de monter ma culotte avant de sortir ».*<sup>33</sup>

*« Soyez sages dans l'usine »*

Les services de migration ont donné beaucoup d'attention à l'importance des formations préalables au départ. Les femmes bengalies migrant pour travailler dans la confection de vêtements ont déclaré que leur formation préalable au départ était très courte, qu'elle parlait juste d'information basique et qu'elle donnait des conseils paternalistes comme par exemple *« soyez sages dans l'usine ».*<sup>34</sup>

<sup>31</sup> *Women Workers Against Violence at Work*, ECPAT Guatemala, 2019 (à publier).

<sup>32</sup> *Safe and Fair Migration: Jordan Research Report*, Afrin and GAATW, 2019 (à publier).

<sup>33</sup> Néanmoins, il faut préciser que ni la loi du travail en Jordanie ni l'UFV pour toutes les travailleuses migrantes contiennent des clauses exigeant la termination de contrats ou la déportation de travailleuses migrantes enceintes.

<sup>34</sup> *Safe and Fair Migration: Jordan Research Report*, Afrin and GAATW, 2019 (à publier).

## La pression économique pour soutenir leur famille

Les travailleuses dans la confection de vêtements ont parlé d'être forcées à faire du travail précaire sans avoir trop le choix à cause du manque d'emplois dans leur pays d'origine, leurs dettes, **les difficultés économiques** et la responsabilité en tant que femmes de gagner de l'argent pour nourrir leurs familles.

90% des participantes interviewées au Cambodge ont déclaré qu'elles ont été forcées à migrer pour travailler dans la confection de vêtements dans le but de rembourser le prêt d'une institution micro-financière.

Beaucoup de femmes semblent avoir internalisé les normes patriarcales, telles que l'idée que les femmes doivent tolérer les difficultés et donner la priorité au bien-être de leurs familles en détriment du leur.

*« Il y a du machisme enraciné dans le foyer ; on nous apprend qu'une bonne femme est celle qui peut tout résister. Et comme on a grandi avec cette mentalité, on ne sait pas se valoriser ». <sup>35</sup> (Témoignage d'une travailleuse migrante rapatriée au Guatemala).*

Ce n'est pas qu'elles ne sont pas conscientes de l'injustice, ou qu'elles ne veulent pas résister ou en parler, mais plutôt que le risque de perdre leurs emplois alors qu'elles ont la charge de responsabilités de la famille est trop grand.

*« Je fais juste mon travail régulièrement. Je suis traitée de façon injuste. J'essaie d'être patiente et de pardonner. Mon but est de gagner plus d'argent et de soutenir ma famille. Alors, je me focalise sur mon but et je travaille plus dur ». <sup>36</sup> (Témoignage d'une travailleuse de la confection de vêtements de Myanmar en Thaïlande).*

## Salaires de misère

*« Rien que le besoin du travail te force à accepter quoi qu'on te propose et n'importe comment on te le présente ». <sup>37</sup>*

**Les salaires extrêmement bas** ont constitué un problème fondamental pour les travailleuses dans la confection de vêtements tout au long de notre enquête.

---

<sup>35</sup> *Women Workers Against Violence at Work*, ECPAT Guatemala, 2019 (à publier).

<sup>36</sup> *Safe and Fair Migration: A Feminist Perspective of Myanmar Women Migrant Workers in Mae Sot Garment Factories on Women's Rights to Mobility and Decent Work*, MAP Foundation, 2019 (à publier).

<sup>37</sup> *Women Workers Against Violence at Work*, ECPAT Guatemala, 2019 (à publier).

- Les travailleuses migrantes en Thaïlande ont déclaré **que leur rémunération était en dessous du salaire minimum légal** de 310 bahts (10 USD) par jour, et certaines étaient payées à peine 160 bahts (USD 5) par jour.
- Selon notre enquête effectuée auprès des dirigeants syndicaux cambodgiens, les travailleuses ont à peine 2 USD par jour pour dépenser en nourriture. Souvent, elles n'ont même pas assez d'argent pour manger.
- Quelques employeurs mettent en place le système de paiement par pièce fabriquée, ce qui met les employeurs en compétition. Les managers ont été également accusés d'inventer des erreurs sur les vêtements pour justifier le fait de payer moins aux travailleuses :
  - « *En tant que travailleuses à la pièce, nous travaillons très dur pour finir plus d'articles... Mais le manager essaie de trouver des erreurs sur les produits pour justifier de nous payer moins. Alors qu'on fasse plus ou moins de travail, on nous traite de façon injuste* ». <sup>38</sup>
  - Les travailleuses au Brésil ont dit qu'à cause du système de paiement par pièce, elles devaient travailler plus de 18 heures par jour pour pouvoir gagner assez d'argent pour survivre et pourtant, elles touchaient deux tiers du salaire minimum légal. <sup>39</sup>

Parmi les travailleuses de la confection de vêtements interviewées dans le cadre de cette recherche, le portrait des conditions de travail extrêmes a montré **des charges de travail extrêmement lourdes, des conditions de travail hostiles** qui les épuisent complètement. Par conséquent, elles sont souvent épuisées, souffrent des maladies chroniques, de l'anxiété et de la dépression. <sup>40</sup>

### Les lieux de travail divisé par genre et par échelle de paiement

**Des salaires et des charges de travail inégales** entre les hommes et les femmes étaient aussi communes. Selon les témoignages, les employeurs ont exploité plus les femmes car ils sentent qu'ils peuvent mettre plus de pression sans avoir de la résistance de leur part.

*“Ils paient plus aux hommes qu'aux femmes, pour la même pièce fabriquée. Lorsque nous les avons questionnés sur cette question, ils ont répondu que les hommes travaillent mieux car ils ne doivent pas arrêter souvent pour aller aux toilettes ou pour s'occuper de leurs enfants. Mais cela est faux car le paiement se fait à l'unité, par pièce fabriquée. Si je fais dix chemises et un homme*

<sup>38</sup> *Safe and Fair Migration: A Feminist Perspective of Myanmar Women Migrant Workers in Mae Sot Garment Factories on Women's Rights to Mobility and Decent Work*, MAP Foundation, 2019 (à publier).

<sup>39</sup> *Migrant women against violence in the world of work*, ASBRAD, Brésil, 2019 (à publier).

<sup>40</sup> *Women's Right to Mobility and Right to Work: Perspectives from Migrant Women in India's National Capital Region*, Society for Labour and Development, April 2019, and Asia Floor Wage Alliance et al (2018) *Gender Based Violence in the GAP Garment Supply Chain: Workers Voices From the Global Supply Chain*, A Report to the ILO 2018. Disponible en ligne, Global Labor Justice Website: <https://www.globallaborjustice.org/gap-report/>.

*aussi, pourquoi il obtient 55 centimes et moi 50 ? Cela n'a pas de sens !*<sup>41</sup> (Témoignage d'une travailleuse de la confection de vêtements bolivienne au Brésil).

Les hiérarchies dans les **usines** de confection de vêtements en Jordanie sont divisées strictement par genre. En moyenne, les hommes possèdent le 80% des positions de management de seconde et de premier rang, alors que les femmes ne peuvent être vues que dans les positions de gestion de ligne et elles progressent rarement au-delà de ce niveau.

De la même manière, au **Cambodge**, 85% des travailleuses dans les usines de confection du pays étaient des femmes et la plupart d'entre elles se trouvaient dans les positions les plus basses, alors que les hommes dominaient les positions supérieures. Même quand les salaires entre les hommes et les femmes étaient les mêmes, explique un dirigeant syndicaliste, « *le travail est différent. Les femmes travaillent plus que les hommes. Les superviseurs chinois ont peur de demander aux hommes travailleurs de faire les travaux difficiles. Les femmes, quant à elles, étaient forcées à travailler plus* ». <sup>42</sup>

## Les agressions physiques et verbales

Les conditions de travail et la pression devenaient pires à cause du harcèlement verbal et physique généralisé des gestionnaires de ligne et des managers. Dans tous les groupes, les travailleuses ont déclaré que les superviseurs leurs criaient dessus et les poussaient si elles n'atteignaient pas les objectifs, ou pour des erreurs minuscules. Les remarques étaient souvent sexistes et racistes :

*« Ils me disaient, "tu peux manger, tu peux dormir, mais tu ne peux pas travailler !? Tu es venue juste pour montrer ta jolie tête ?" »*<sup>43</sup>

*« Ils me disaient "putain, t'es venue juste pour foutre le bordel ? Salope !" »*<sup>44</sup>

Les travailleuses bengalies recevaient souvent des menaces de licenciement et de déportation :

*« Les bengalies ne sont pas chères ! Si j'en renvoie une, j'en ramène dix ! »*

*« Si on se plaint de quoi que ce soit, ils nous disent "les bengalies sont des gueuses, on peut facilement en ramener d'autres" ».*<sup>45</sup>

Les travailleuses dans tous les sites ont parlé **d'agressions physiques. Elles se faisaient pousser, frapper, biffer, elles recevaient des coups de pieds, elles étaient frappées**, même pour échouer par rapport aux objectifs de production. Selon les témoignages, cette violence ciblait souvent les syndicalistes, hommes et femmes.

---

<sup>41</sup> *Migrant women against violence in the world of work*, ASBRAD, Brésil, 2019 (à publier).

<sup>42</sup> [Safe and Fair Migration FPAR Report], Cambodian Alliance of Trade Unions, 2019 (à publier).

<sup>43</sup> *Safe and Fair Migration: Jordan Research Report*, Afrin and GAATW, 2019 (à publier)

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> Ibid.





## La violence sexuelle et le harcèlement

Les travailleuses migrantes sont aussi victimes de **violence et de harcèlement sexuel**. Les incidences d'harcèlement sexuel allaient des remarques inappropriées des hommes superviseurs jusqu'aux agressions physiques.

Au Cambodge, les travailleuses ont dénoncé des instances d'harcèlement sexuel des mécaniciens des machines à coudre qui essayaient de toucher les corps des travailleuses en retour de la « faveur » de réparer la machine. Etant donné la pression pour atteindre les objectifs de production, les travailleuses craignent que si leur machine n'est pas réparée, elles ne pourront pas atteindre ces objectifs et faire face à un licenciement, donc elles sont forcées à ne rien dire par rapport aux abus.

Parmi les travailleuses en Jordanie, il y a eu des témoignages par rapport aux superviseurs et aux managers qui essayaient de profiter de leur position de pouvoir pour **faire chanter** les femmes pour avoir des relations ou pour rendre des services sexuels. Les enquêteur·es ont déclaré qu'avec une culture d'impunité, il semblerait que telles pratiques se soient enracinées tout au long de l'industrie.

Les travailleuses migrantes font face également au harcèlement et à la violence sexiste **en dehors du travail**, dans les endroits où elles habitent, où elles font des courses et dans leur trajet quotidien.

- Les travailleuses de la confection de vêtements au **Cambodge** ont dénoncé le harcèlement sexuel et l'intimidation dans le trajet aller-retour entre la maison et le travail, en disant qu'elles ont été suivies par des groupes d'hommes et qu'ils s'adressaient à elles avec des mots et des gestes vulgaires.

- En **Jordanie**, plusieurs femmes ont dénoncé les attaques verbales et physiques des hommes de leur communauté. Les travailleuses ont parlé d'une collègue qui a été violée et tuée.
- Les femmes en Inde ont déclaré qu'elles ont été forcées à travailler des heures supplémentaires jusqu'à très tard dans la nuit pour atteindre les objectifs de production. Sans un transport sécurisé, les femmes ont été victimes d'harcèlement, de vol et d'autres crimes en rentrant chez elles. Une femme a parlé de son retour à pied chez elle :

*« Cela fait très peur de marcher toute seule sur la route après 22h00. C'est mal illuminé. Il y a quelques lampadaires, mais ils sont très loin l'un de l'autre. Le vol de sacs à main est commun. La semaine dernière, une de mes amies s'est faite voler ».*<sup>46</sup>

### La santé physique

Les participantes dans l'enquête en Jordanie ont dit que leur santé en général s'est détériorée à cause de leur travail. Elles se plaignaient souvent d'avoir mal à la tête, mal au dos et d'être épuisées.

Ces symptômes peuvent être liés au rythme et à l'intensité du travail, où elles n'ont pas assez de temps dans leurs pauses et s'avère physiquement intense. Tout traitement est superficiel – par exemple, lorsque plusieurs travailleuses ont déclaré qu'elles avaient trop mal au dos car elles sont restées debout pendant plusieurs heures, la réponse de l'employeur a été de leur donner des analgésiques forts et de les renvoyer travailler immédiatement.

Pour les maladies qu'il fallait traiter en extérieur, le prix du traitement était déduit de leur salaire. Dans telles conditions, la plupart des travailleuses migrantes refusaient absolument de chercher du traitement médical.

**Les travailleuses cambodgiennes dans le secteur de la confection de vêtements ont déclaré que beaucoup** d'entre elles s'évanouissaient à cause de la mauvaise nutrition, des charges de travail excessives, d'une ventilation inadéquate et d'un mauvais contrôle de la température. Elles ont dit que pendant l'été, des centaines de femmes s'évanouissaient pendant leur travail dans l'usine.

---

<sup>46</sup> *Women's Right to Mobility and Right to Work; Perspectives from Migrant Women in India's National Capital Region*, Society for Labour and Development, 2019.



Atelier sur la santé avec des travailleuses migrantes birmanes en Thaïlande. Photo prise par la GAATW.

## La santé reproductive

Des travailleuses de Bangladesh en Jordanie et en Maurice, aussi que des travailleuses de Myanmar en Thaïlande ont dénoncé une série d'agressions sexistes et de la discrimination liées à leurs droits reproductifs. Souvent les femmes **se faisaient punir pour tomber enceintes et pour avoir des enfants** :

- **En Jordanie**, même si le droit du travail défend clairement le droit au congé maternité des employées, les femmes ont dit qu'il est normal de renvoyer les femmes enceintes chez elles. Il y a eu des témoignages d'avortements clandestins pour éviter cela.
- Les travailleuses migrantes bengalies ont déclaré que si une travailleuse tombait enceinte pendant son travail en Maurice, elle serait licenciée et renvoyée chez elle, sans la possibilité de migrer encore.
- Les travailleuses de Myanmar en **Thaïlande** ont déclaré que le droit au congé maternité et d'arrêt maladie pour les femmes enceintes étaient totalement ignorés. Il faut qu'elles soient au travail au moins qu'elles soient en train d'accoucher et si l'employeur insiste, elles doivent retourner au travail immédiatement après l'accouchement.

## La santé mentale et le bien-être psychologique

*« Je ne veux pas me réveiller le matin et aller au travail. Je n'ai plus envie de me réveiller plus jamais ».*<sup>47</sup>

Des charges de travail exigeantes sous des conditions difficiles et abusives, des longues heures de travail répétitif et physiquement exigeant, des conflits interpersonnels, de l'insécurité d'emploi, y compris des menaces fréquentes de licenciement, souvent liées à des accusations de sous-performance. Les effets psychologiques de cette série d'actes de violence sexiste est énorme et fait beaucoup de mal à la santé des travailleuses.

*« Je me sens dévalorisée ».*<sup>48</sup>

En général, les participantes de l'enquête en Jordanie ont parlé de stress, de dépression et d'insomnie, des maux de tête fréquents, de palpitations fortes du cœur et d'avoir très peur. En plus du stress, il y a l'insécurité financière (des bas salaires et des prêts) et des préoccupations pour leurs familles dans leur pays d'origine. Deux tiers des personnes interviewées ont dit qu'elles se sentaient constamment stressées et angoissées pour atteindre les objectifs de production et parce qu'elles ne voulaient pas être l'objet des agressions verbales et physiques de leurs superviseurs. Trois sur quinze participantes aux entretiens individuels ont mentionné qu'elles ont eu des pensées suicidaires liées aux différents types d'abus et à la pression du travail.

Plusieurs d'entre elles ont fait référence aux suicides de leurs collègues. Selon les participantes, ces pensées ont été déclenchées à partir d'une combinaison de facteurs, y compris l'abus verbal, la pression du travail, des problèmes dans leurs relations avec d'autres personnes, de l'anxiété liée à la situation dans leur pays et des problèmes d'argent.

## Les menaces, les représailles et l'utilisation de la liste noire

*« On ne peut faire confiance à personne ».*

Les moyens pour résister à la violence et à la discrimination sont très limités par la pression économique des femmes qui doivent envoyer de l'argent chez elles, les menaces de représailles à travers les agressions physiques et sexuelles et l'utilisation de la liste noire pour les travailleuses qui dénoncent la violence dans l'espace de travail. Dans tous les pays, les femmes ont fait référence aux menaces quotidiennes de licenciement qui les décourageaient de résister aux agressions et aux heures de travail supplémentaires.

Quant aux mécanismes de réclamation, les femmes se sont montrées sceptiques sur la fiabilité de ce genre de plaintes et sur leur efficacité. Une participante a déclaré :

---

<sup>47</sup> *Safe and Fair Migration: Jordan Research Report*, Afrin and GAATW, 2019, (à publier).

<sup>48</sup> Ibid.



*« On a peur de perdre nos emplois. On a peur aussi d'être stigmatisées par nos managers et par d'autres collègues comme des "mauvaises femmes". On ne peut faire confiance à personne ». <sup>49</sup>*

Les menaces de licenciement forçaient les femmes à se mettre sous une grande pression physique et mentale pour atteindre les objectifs de production. Les femmes au Cambodge ont raconté qu'elles évitaient de boire de l'eau pour ne pas avoir besoin d'aller aux toilettes, pouvoir atteindre leurs objectifs et ne pas se faire licencier.

Les travailleuses de la confection de vêtements au Brésil ont parlé d'être provoquées avec des menaces de les faire partir et de les laisser dans la misère :

*« A chaque fois que mon patron arrive, il fait des blagues du style : "Il y a beaucoup de gens qui veulent un emploi... Tu veux voir ton enfant dormir sur les trottoirs ?" » <sup>50</sup>*



## Déni des droits au travail

*« Ils sont toujours en train de nous surveiller à travers des caméras ou quelque chose ». (Témoignage d'une travailleuse au Cambodge). <sup>51</sup>*

Le secteur industriel a été depuis longtemps un endroit de collectivisation potentielle et de résistance à l'exploitation du travail. Les employeurs, conscients du potentiel pour l'organisation et la négociation comme une menace au profit, font des vrais efforts pour limiter la capacité des

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> *Migrant women against violence in the world of work*, ASBRAD, Brésil, 2019 (à publier).

<sup>51</sup> [Safe and Fair Migration FPAR Report], Cambodian Alliance of Trade Unions, 2019 (à publier).

travailleuses pour s'associer, négocier des meilleurs salaires et des meilleures conditions. Ils le faisaient en “divisant pour régner” comme stratégie, (en mettant les employées les unes contre les autres), la surveillance, la violence physique et l'intimidation.

Une femme interviewée par ECPAT Guatemala a parlé des efforts pour s'organiser dans le but d'obtenir des meilleures conditions :

*« Une fois avec quelques amies, on a essayé de créer un petit syndicat en secret pour dénoncer l'entreprise. Je ne sais pas comment, mais l'information s'est filtrée et une des femmes a été tuée ».*<sup>52</sup>

Le déni de la liberté d'association et de négociation collective bloque également des voies pour s'attaquer aux violences sexistes. Les barrières à la liberté d'association et à la négociation collective prévient que les travailleuses soient en condition de répondre à la violence, ce qui renforce la culture d'impunité des agressions sexistes.

#### **Nurjahan, du Bangladesh :**

*« J'ai commencé à travailler dans une usine de confection de vêtements locale à l'âge de dix ans. A 14 ans, je me suis mariée. Je n'étais pas prête pour le mariage ; ma famille m'a forcée. Au bout d'un mois j'étais enceinte. Je voulais garder mon bébé, mais mon mari m'a forcé à avoir un avortement.*

*Donc j'ai décidé d'aller en Jordanie pour travailler comme opératrice de machine. La charge de travail était épuisante. Il fallait travailler de 7h du matin jusqu'à 23h. En plus, mon salaire était beaucoup moins que ce qui avait été promis.*

*Un jour j'ai eu un accident et je me suis cassé la jambe. J'avais trop mal et je n'arrivais pas à mettre le pied sur la machine. Pourtant, mon employeur ne m'a pas autorisée à partir. Ils ont refusé tout traitement médical. Je leur ai demandé de me renvoyer au Bangladesh, mais l'employeur a demandé environ 120,000 takas (USD 1,430) pour mon retour. J'étais complètement perdue et je ne savais pas quoi faire.*

*J'ai dû emprunter beaucoup d'argent d'un membre de ma famille et je n'ai pas été capable de le rembourser. Je suis rentrée au Bangladesh mais je ne peux pas marcher correctement encore. Le chômage, c'est l'enfer ».*<sup>53</sup>

<sup>52</sup> *Migrant women against violence in the world of work*, ECPAT Guatemala, 2019 (à publier).

<sup>53</sup> *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of WMWs from Bangladesh*, OKUP, 2019 (à publier).



# EN AVANT : RESUME DES RESULTATS ET DES RECOMMANDATIONS A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

---

« Nous voulons changer la loi. Personne ne devrait être au-dessus de la loi ». (Témoignage d'une travailleuse migrante dans la confection de vêtements à Mae Sot, Thaïlande).<sup>54</sup>

Les travailleuses migrantes en Afrique, Asie et l'Amérique Latine demandent justice. Comme leurs histoires l'indiquent, c'est une lutte qui doit être menée sur plusieurs niveaux, en construisant efficacement le pouvoir des travailleuses pour transformer les facteurs structurels fortement liés à la violence sexiste au travail, ainsi qu'à travers la ratification des standards internationaux du travail et la mise en place efficace de la législation sur la violence sexiste et le droit du travail. Cette année, la négociation d'un nouvel instrument international nommé « Finir avec la violence et le harcèlement dans le monde du travail » présente une opportunité cruciale pour forcer les Etats à aborder la violence sexiste au travail. Aussi, nous faisons un appel aux Etats pour présenter une convention et une recommandation lors de la Conférence Internationale du Travail.

Les recommandations de la recherche ci-dessous se concentrent particulièrement sur celles qui peuvent être abordées lors de la discussion de cette année:

- Un manque d'emplois locaux et d'opportunités de revenus décentes dans leur pays d'origine se trouvent parmi les raisons pour lesquelles les femmes migrent. Ces dynamiques surgissent en partie à cause des décisions prises au niveau macro-économique : des politiques d'adaptation structurelle, des réformes néolibérales dans le secteur publique et l'augmentation de la demande d'emplois où les femmes sont les plus fréquentes. Les discussions sur la violence sexiste doivent considérer ces dynamiques. La ségrégation du marché du travail, les salaires bas et disproportionnés l'informalisation du travail et les statuts inégaux et les relations de pouvoir dans nos sociétés et nos économies mettent les femmes, les personnes migrantes, les personnes de couleur, les LGBTI, les groupes tribaux et de minorité ethnique dans un grand risque de violence sexiste. Si nous voulons que cet instrument soit efficace, il doit **aborder les racines structurelles de la violence intégralement et exposer sa capacité à s'intégrer dans la globalisation néolibérale. Pour ce faire, les facteurs structurels de la violence sexiste doivent être considérés et abordés dans le cadre de cet instrument.**

---

<sup>54</sup> *Safe and Fair Migration: A Feminist Perspective of Myanmar Women Migrant Workers in Mae Sot Garment Factories on Women's Rights to Mobility and Decent Work*, MAP Foundation, 2019 (à publier).

- Les travailleuses veulent que les employeurs et les gouvernements **répondent et fassent face à l'existence d'abus physiques et verbaux au travail à travers de** la mise en place efficace de mécanismes de réclamation, en construisant un lien de confiance avec les travailleuses et en permettant aux travailleuses d'avoir un espace où elles puissent s'exprimer sans avoir peur.
- Les femmes veulent également que les gouvernements améliorent la surveillance des employeurs, y compris à travers les inspections du travail et dans le cas des usines de confection de vêtements qu'ils responsabilisent les entreprises pour leurs sous-traitants. **Pour ce faire, l'instrument doit porter ses fruits dans le réel, dans les changements fondamentaux pour les travailleuses.**
- **La violence domestique** force les femmes à faire des travaux précaires et à migrer, et elle constitue un facteur essentiel pour la violence sexiste au travail. Pour ce faire, l'instrument **doit reconnaître l'impact de la violence domestique dans le monde du travail.**
- Les femmes sont victimes de violence sexiste au travail ainsi que pendant leur trajet entre le travail et la maison et même dans les logements fournis par leur employeur. Pour ce faire, les gouvernements et les employeurs doivent faire face à ces risques et **l'instrument doit prendre en considération les trajets d'aller-retour entre le travail et la maison, les logements fournis facilités par les employeurs et le transport.**
- Toutes les personnes devraient être protégées par les lois du travail, indépendamment du secteur et de leur statut migratoire. Ceci doit considérer le travail dans les secteurs qui ne sont pas reconnus formellement, y compris l'assistance fournie par les travailleuses domestiques et de services à la personne, illégale dans l'espace privé. **Aucun groupe ne doit être exclu par l'instrument et il doit faciliter une compréhension inclusive du travail et de l'endroit où il est effectué.**
- Les instruments doivent couvrir toutes les personnes qui travaillent. Particulièrement dans le secteur informel, les travailleuses indépendantes ne doivent pas passer par un employeur. Elles interagissent directement avec l'Etat en tant qu'employées. Pour y arriver, l'instrument doit montrer **que l'Etat contribue à la continuation de la violence sexiste.**
- **Les femmes veulent un travail décent** : Souvent, les salaires bas étaient le plus gros problème qu'elles confrontaient. Les travailleuses ont parlé de pression économique, de bas salaires et de manque d'emplois comme des facteurs qui augmentaient le risque de violence sexiste ainsi que de limiter leur capacité à y répondre. Dans ce but, les femmes exigent des travaux décents, y compris un salaire leur permettant de vivre, un travail équitable, des droits pour s'organiser et pour négocier collectivement, des contrats de durée indéterminée et des congés payés. Les femmes dans les usines de confection de vêtements ont demandé également à ce que les objectifs de production baissent à un niveau faisable.
- **Les femmes veulent des droits au travail.** Les travailleuses ont besoin de d'être complètement libres pour s'associer et pour négocier collectivement, suivant les standards

de la Convention No. 87 de l'OIT pour faciliter une auto-gestion efficace. Elles proposent aussi que les centres pour les travailleuses doivent être établis pour que les travailleuses migrantes aient un espace pour s'organiser et accéder aux services.

- **Les travailleuses veulent des droits en tant que migrantes** : elles demandent l'abolition du système *kafala*. Elles veulent aussi :
  - Une surveillance, un recrutement et des systèmes de migration pour les travailleuses migrantes améliorés ;
  - Des rôles actifs pour les attachés du travail dans les pays de destination pour s'occuper des cas de violence sexiste et la disponibilité du soutien légal ;
  - Finir les interdictions discriminatoires du gouvernement par rapport au genre et à l'âge dans la migration. **Pour y arriver, l'instrument doit comprendre toutes les travailleuses migrantes indépendamment de leur statut.**

## BIBLIOGRAPHIE

---

1. *Safe and Fair Migration: A Feminist Perspective of Myanmar Women Migrant Workers in Mae Sot Garment Factories on Women's Rights to Mobility and Decent Work*, Responsable de la recherche Khin Sabai Aung, MAP Foundation, Chiang Mai, Thaïlande, 2019.
2. *Women's Right to Mobility and Right to Work; Perspectives from Migrant Women in India's National Capital Region*, responsables de la recherche Sonia Wazed and Shikha Bhattacharjee, Society for Labour and Development, Avril 2019.
3. *Gender Based Violence in the GAP Garment Supply Chain: Workers Voices From the Global Supply Chain, A Report to the ILO 2018*, Asia Floor Wage Alliance et al (2018), <https://www.globallaborjustice.org/gap-report/>
4. *Permanently Temporary: Ageing Sri Lankan Migrant Domestic Workers and exclusionary social policies in Lebanon*, International Domestic Workers Federation (IDWF), Responsable de la recherche: Hind Hamdan
5. *Migrant Domestic Workers' Community Organizing within the Lebanese Socio-Legal Context; A Feminist Participatory Action Research Project*, responsable de la recherche Talah Hassan, Anti-Racism Movement, 2019.
6. *Expectations and Realities: Exploring the Lived Experiences of Filipino Household Workers in Kuwait*, responsables de la recherche : Chito et Mary Ann Abunda, Sandigan Kuwait, 2019.
7. *Strengthening Sisterhood: Collective documentation of returnee migrant women's lived experience in migration in Curut village, Central Java, Indonesia*, Enquête menée par Nur Laila Hafidhoh, Wity Muntari and Hanik, LRC JKHAM, 2019.
8. *Towards building safe and fair migration practices within the domestic workers' communities in Kerala-Both cross border and interstate migrants*, responsable de la recherche Sonia George, Self-Employed Women's Association (SEWA), Inde, 2019.
9. *Perspective: Journey of Women Workers and Search for Change, Participatory Action Research (FPAR) with internal migrant women working in informal and entertainment sectors in Kathmandu, Nepal*, responsable de la recherche : Anisha Luintel and Srijana Pun, Women Forum for Women in Nepal (WOFOWON).

10. *Safe and Fair Migration; FPAR among Bangladeshi Garment Workers in Jordan*, responsable de la recherche : Nadia Afrin, 2019.
11. *Assessment on the process, trends, challenges and opportunities among domestic workers migrants from Zanzibar to middle east*, CHODAWU-Z, 2019.
12. [Report on Domestic Worker Migration from Tanzania], Responsable de la recherche Mwanamboka Mlowezi CHODAWU Tanzanie, 2019.
13. *Power in work and migration: Learning from the experiences of women migrant workers of Nepal, (A Study of Returned Women Migrant Workers in Nepal)* AMKAS Nepal Aaprabasi Mahila Kamdar Samuha Nepal, Study Team Bijaya Kumari Rai Shrestha & Agni Gurung, chercheurs sur le champ Uma Katwal, Indira Prasai Jeewankala Rai.
14. *Power in Migration and Work: Learning form the Experiences of Women Migrant Workers in Sri Lanka*, May 2019 © Caritas Sri Lanka & GAATW, 2019.
15. *Power in work and migration: learning from the experiences of women migrant workers* National Workers Welfare Trust (NWWT), Inde, 2019.
16. *Power in Migration and Work: Learning from the Experiences of Women Migrant Workers from Bangladesh*, OKUP, 2019.
17. *Power in migration and work: learning from the experiences of Ethiopian migrant women returned from the Middle East countries - a feminist participatory action research*, Melkie Tilahun (Responsable de la recherche), et Kumneger A., AGAR, 2019.
18. *Migrant women against violence in the world of work*, ASBRAD, Brésil, 2019.
19. [Safe and Fair Migration FPAR Report], Enquête menée par Mora Sar and Sophorn Yang, Cambodian Alliance of Trade Unions, 2019.
20. [Safe and Fair Migration from Bangladesh], Responsables de la recherche Sunzida Sultana and Rahela Rabbani, Karmojibi Nari, 2019.
21. *Migrant women against violence in the world of work*, ECPAT Guatemala, 2019.
22. *Migrant women against violence in the world of work*, SINTRASEDOM, Colombie, 2019.



**Global Alliance Against Traffic In Women**



[www.gaatw.org](http://www.gaatw.org)



[www.facebook.com/GlobalAllianceAgainstTrafficInWomen](https://www.facebook.com/GlobalAllianceAgainstTrafficInWomen)



[www.youtube.com/user/gaatwsecretariat](https://www.youtube.com/user/gaatwsecretariat)